



CHAPITRE 63

CHAPTER 63

Loi modifiant la charte de la cité de Jonquière

An Act to amend the charter of the city of Jonquière

[Sanctionnée le 14 février 1958]

[Assented to, the 14th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Jonquière a, par sa pétition, représenté qu'elle a été constituée en corporation par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de donner à la cité de Jonquière certains pouvoirs supplémentaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi modifiant la charte de la cité de Jonquière*.

1955-56,
c. 80,
s. 12a,
aj.

2. La loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80, est modifiée en ajoutant, après l'article 12, le suivant:

S.R.,
c. 233,
s. 64,
am. pour
la cité.

"12a. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Jonquière, en ajoutant à la fin de l'article 64, l'alinéa suivant:

Frais de représentation.

"Le conseil de la cité de Jonquière, sur simple résolution, est autorisé à modifier son règlement numéro 331, accordant une rémunération ou indemnité aux membres du conseil, pour que les mots "rémunération ou indemnité" soient remplacés par les mots "frais de représentation", et que ceux-ci à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi soient portés à trois mille dollars (\$3,000.00) annuellement pour le maire et à quinze cents dollars (\$1,500.00) annuellement pour les

Preamble.

WHEREAS the city of Jonquière has, by its petition, represented that it was incorporated by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 80;

Whereas it has become necessary to grant to the city of Jonquière certain additional powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Title.

1. This act may be cited as the *An Act to amend the charter of the city of Jonquière*.

1955-56,
c. 80,
s. 12a,
added.

2. The act 4-5 Elizabeth II, chapter 80, is amended by adding, after section 12 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
am. for
city.

"12a. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Jonquière, by adding at the end of section 64, the following paragraph:

Entertainment expenses.

"The council of the city of Jonquière, by mere resolution, is authorized to amend its by-law number 331, granting a remuneration or indemnity to the members of the council, so that the words "remuneration or indemnity" be replaced by the words "entertainment expenses", and that the latter as from the date of the coming into force of this act be increased to three thousand dollars (\$3,000.00) annually for the mayor and one thousand five hundred dollars (\$1,500.00) annually for the alder-

échevins, tant et aussi longtemps que les séances du conseil ou celles des comités seront tenues dans les heures précédant six heures p.m."

1955-56,
c. 80,
s. 22a,
aj.

3. La loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80, est modifiée en ajoutant, après l'article 22, le suivant:

S.R.,
c. 233,
ss. 426h-
426i, aj.
pour la
cité.
Permis
de déménage-
ment
d'un im-
meuble.

"**22a.** Les articles suivants sont ajoutés, pour la cité de Jonquière, après l'article 426g de la Loi des cités et villes:

"**426h.** La cité pourra, par règlement, obliger toute personne, société ou corporation, voulant faire le déménagement d'un immeuble par une rue située dans les limites de son territoire, à obtenir un permis préalable et à soumettre l'octroi de celui-ci au dépôt de toutes sommes estimées justes et équitables pour faire face aux dommages à être possiblement subis aux rues et autres objets de la cité qui pourra retenir à même ledit dépôt le montant des dommages ainsi subis et ne remettre que le résidu au déposant s'il y a lieu ou d'exiger un supplément selon le cas.

Permis
de trans-
port de
détritus,
etc.

"**426i.** La cité pourra, par règlement, imposer à toute personne, société ou corporation faisant le transport, dans la cité, de terre, de détritus et matériaux, à l'occasion d'une construction ou d'une démolition, dans la cité, à obtenir un permis préalable dont le coût ne devra pas excéder cinq dollars."

1955-56,
c. 80,
ss. 37-
39, aj.

4. La loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80, est modifiée en ajoutant, après l'article 36, les suivants:

Lots
déclarés
vacants.

"**37.** Le conseil de la cité pourra, par règlement, déclarer comme vacant tout lot sur lequel aucune construction n'est érigée et qui, aux termes du règlement de zonage et de construction a une superficie suffisante pour y permettre l'érection d'une habitation tel que prévu dans telle dite zone où se trouve ledit lot. Cependant, cette disposition ne peut affecter en aucune façon les terres en culture.

Taxe sur
ces lots.

"**38.** Par ce même règlement, le conseil de la cité, en plus de tous pouvoirs qu'il détient déjà sous l'autorité de la Loi

men, while and as long as the sittings of the council or of the committees shall be held during the hours preceding six o'clock p.m."

"**22a.** The following sections are added, for the city of Jonquière, after section 22, the following:

1955-56,
c. 80,
s. 22a,
added.

"**22a.** The following sections are added, for the city of Jonquière, after section 426g of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
ss. 426h-
426i,
added
for city.
Permit
to move
building.

"**426h.** The city may, by by-law, oblige every person, firm or corporation wishing to move a building through a street situated within the limits of its territory, to obtain previously a permit and make the granting of the same subject to the deposit of any sums deemed fair and equitable to cover the damages which may possibly be caused to the streets and other objects of the city which may retain out of the said deposit the amount of the damages so caused and remit only the balance, if any, to the depositor or exact an additional amount, as the case may be.

"**426i.** The city may, by by-law, impose on every person, firm or corporation conveying, in the city, earth, refuse and materials, in case of a construction or demolition, in the city, to obtain previously a permit the cost of which shall not exceed five dollars."

Permit
to con-
veying
refuse,
etc.

4. The act 4-5 Elizabeth II, chapter 80, is amended by adding, after section 36, the following:

1955-56,
c. 80,
ss. 37-39,
added.

"**37.** The city council may, by by-law, declare vacant any lot whereon no structure is erected and which, under the terms of the zoning and building by-law, has an area sufficient for the erection thereon of a dwelling as provided for in the zone where the said lot is located. This provision shall not however affect in any way lands under cultivation.

Lots
declared
vacant.

"**38.** By the same by-law, the city council, in addition to all its existing powers under the Cities and Towns Act,

Tax on
such lots.

des cités et villes, pourra imposer sur tout terrain vacant tel que ci-dessus défini, une taxe annuelle de dix dollars (\$10.00) par deux mille (2,000) pieds de superficie. Cette taxe deviendra en vigueur immédiatement après la passation de tel règlement pour les terrains alors vacants, mais pour ceux le devenant à l'avenir par suite de l'ouverture de nouvelle rue et de prolongement de rue déjà existante, cettedite taxe ne pourra être imposée qu'après douze mois de la fin des travaux d'ouverture ou de prolongement de telle rue et à la condition additionnelle, dans ce dernier cas, que le service d'aqueduc et d'égout ait été effectué.

may impose on any vacant lot as hereinabove defined an annual tax of ten dollars (\$10.00) per two thousand (2,000) feet of area. This tax shall come into force immediately after the passing of such by-law for lands then vacant, but for those becoming vacant in the future by the opening of any new street or extension of any already existing street, the said tax shall only be imposed after twelve months from the termination of the works of opening or of extension of such street and with the additional condition, in such latter case, that the waterworks and sewer service has been installed.

Remise.

"39. Cependant, lorsqu'un individu bâtit ou érigera une construction au cours d'une année pour laquelle la taxe susdite lui aura été imposée, la cité lui fera remise de cette proportion de la taxe payée correspondante au temps non couru de ladite année."

"39. However, when a building is built or erected by an individual during a year for which the aforesaid tax has been imposed on him, the city shall remit him the portion of the tax paid corresponding to the period remaining unexpired of the said year."

Reimbursement.

S.R., c. 233, a. 426f, remp. pour la cité.

5. L'article 22 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80, est modifié en abrogeant l'article 426f, et en le remplaçant, pour la cité de Jonquière, par le suivant:

5. Section 22 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 80, is amended by repealing section 426f, and replacing it, for the city of Jonquière, by the following:

R.S., c. 233, s. 426f, replaced for city.

Fermeture de certains enclos.

"426f. La cité pourra, par règlement, décréter la fermeture dans les limites où elle a juridiction comme prévu à la présente loi et à condition que tel règlement n'entre en vigueur que dans les douze mois de sa passation, des enclos où il est accumulé de la ferraille et objets divers de seconde-main, débris, dépôt d'automobiles et ordonner que ces lieux soient nettoyés, mis, remis ou maintenus dans un état de propreté convenable, le tout sans indemnité.

"426f. The city may, by by-law, order the closing, within the limits of its jurisdiction, as provided in this act, and on the condition that such by-law does not come into force until twelve months after its passing, of enclosures where old iron and miscellaneous second-hand articles, scrap and the debris of automobiles are accumulated and order that such places be cleaned and put, restored or maintained in a proper state of cleanliness, the whole without indemnity.

Closing of certain enclosures.

Dépotoirs.

La cité pourra également déterminer, dans les limites où elle a juridiction relativement au zonage et à la construction, des endroits pouvant être aménagés spécialement pour l'établissement de tels enclos, dépôt d'automobiles et indiquer comment ceux-ci devront être tenus et entourés."

The city may also determine, within the limits of its jurisdiction, with respect to zoning and building, places that may be specially established for such enclosures and old car dumps, and indicate how the same must be kept and fenced."

Dumps.

1955-56, c. 80, a. 33, remp.

6. L'article 33 de la charte de la cité de Jonquière est remplacé par le suivant:

6. Section 33 of the charter of the city of Jonquière is replaced by the following:

1955-56, c. 80, s. 33, replaced.

Tarif préférentiel à certaines institutions.

"33. Dans l'administration de son réseau électrique, la cité aura le pouvoir d'édicter un règlement ou d'amender ceux existants pour accorder un tarif préférentiel aux hôpitaux, maisons curiales, institutions de charité, collèges classiques et autres institutions semblables, à la condition, cependant, que tel règlement reçoive l'approbation de la Commission municipale de Québec."

1955-56, c. 80, aa. 40-41, aj.

7. La charte de la cité de Jonquière, telle qu'éditée par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80, est modifiée en ajoutant les articles suivants:

Acquisition de terrain.

"40. La cité de Jonquière pourra, lors de l'établissement d'un filtre municipal qu'elle projette actuellement, procéder à l'acquisition de tout terrain nécessaire aux fins de la construction de ce filtre et des services inhérents à son fonctionnement, et recourir à l'expropriation sous l'autorité des lois de cette province et ce même si le terrain, servitude et autre droit à être acquis par la cité de Jonquière était situé en dehors de son territoire.

Referendum.

"40a. Le conseil de la cité a le pouvoir, lorsqu'une demande lui est soumise ou lorsqu'une requête lui est présentée pour quelque chose pouvant faire légalement l'objet de sa décision, d'ordonner, par résolution, qu'une consultation populaire ou referendum soit tenu dans les trente jours où telle demande ou requête a été prise en considération par le conseil, afin de connaître l'opinion des électeurs propriétaires au sujet de toute telle demande ou requête.

Vote.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra ordonner que les électeurs propriétaires voteront en nombre seulement ou en nombre et en valeur et que les bureaux de scrutin soient organisés à cette fin sous la responsabilité du greffier de la cité, de son assistant ou de toute autre personne désignée par ledit conseil.

Dépôt.

Dans les circonstances ci-dessus indiquées, le conseil de la cité pourra demander aux requérants ou à la ou aux personnes faisant telle demande, comme ci-dessus indiqué, qu'un dépôt préalable de tel montant estimé juste et équitable pour couvrir les frais et loyaux coûts de tel

"33. The city shall have the power, in the management of its electric system, to enact a by-law or amend those in force to grant a preferential rate to hospitals, rectories, charitable institutions, classical colleges and other similar institutions on condition however that such by-law be approved by the Quebec Municipal Commission."

Preferential rate to certain institutions.

7. The charter of the city of Jonquière, as enacted by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 80, is amended by adding the following sections:

1955-56, c. 80, ss. 40-41, added.

"40. The city of Jonquière may, at the time of establishing a municipal filtration plant which is now contemplated, acquire any land necessary for the purposes of the construction of such plant and of the services requisite to its operation, and resort to expropriation under the laws of this Province, even if the land, servitude or other right to be acquired by the city of Jonquière were situated outside its territory.

Acquisition of land.

"40a. The city council, when applied to or petitioned for anything which it may legally do, may order, by resolution, that a public vote or referendum be held within thirty days of the taking into consideration by the council of such application or petition, to ascertain the opinion of the elector-proprietors with respect to any such application or petition.

Referendum.

In the exercise of such power, the council may order that the elector-proprietors shall vote in number only or in number and in value and that polling-stations be set up for such purpose under the responsibility of the city clerk, his assistant or any other person appointed by the said council.

Voting.

In the circumstances hereinabove stated, the city council may require of the petitioners or the person or persons making such application, as hereinabove stated, the prior deposit of such amount as is deemed fair and equitable to cover the expenses and actual costs of such referen-

Deposit.

referendum soit fait dans tel délai au trésorier de la cité.

dum to be made within such delay in the hands of the city treasurer.

Taxe
spéciale
sur sub-
divisions,
etc.

“41. Lors de l’ouverture d’une nouvelle rue ou du prolongement d’une rue déjà existante décrété par règlement adopté sous l’autorité de l’article 429 de la Loi des cités et villes, le conseil pourra imposer une taxe spéciale, sans préjudice de ses autres droits, de deux cents dollars (\$200.00) comptant pour chaque propriété subdivisée, et cette taxe deviendra payable au bureau de la cité dans les soixante jours de la mise en vigueur du règlement pourvoyant à l’ouverture ou au prolongement de ladite rue. Il sera cependant loisible dans tel règlement imposant cetteditte taxe d’accorder aux propriétaires qui y seront assujettis un laps maximum de dix ans pour payer ce montant, à la condition que ladite somme soit payée à raison de dix pour cent (10%) par année avec en outre les intérêts au taux de six pour cent (6%) l’an. Tout règlement édicté sous l’autorité du présent article devra recevoir l’approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec.”

“41. On the opening of a new street or of the extension of an already existing street ordered by by-law passed under section 429 of the Cities and Towns Act, the council may impose a special tax, without prejudice to its other rights, of two hundred dollars (\$200.00) in cash for each subdivided property, and such tax shall become payable at the office of the city within sixty days from the coming into force of the by-law providing for the opening or extension of the said street. Nevertheless in such by-law imposing the said tax the proprietors subject thereto may be granted a maximum delay of ten years to pay such amount, on condition that the said sum be paid at the rate of ten per cent (10%) per annum plus interest at the rate of six per cent (6%) per annum. Every by-law enacted under this section must be approved by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.”

Special
tax on
subdi-
visions.

Entrée en
vigueur.

S. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

S. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.